

Guy VINCENT Janvier 1989

PPSH

(1) - "Le rapport entre les pratiques patrimoniales et l'identité locale ;
"La place de la mémoire collective dans les processus de développement local.

Notre objectif serait de montrer que les notions de territoire, de mémoire, d'identité ne sont pas synonymes de repli sur soi, de fermeture à l'autre, de refus de l'avenir. On interprète trop hâtivement, en effet, l'intérêt pour le patrimoine comme une nostalgie.

S'il fallait justifier philosophiquement cette hypothèse, on pourrait développer le paradoxe (apparent) énoncé par Pierre Burgelin :

"La mémoire humaine se constitue en vue d'une personnalité à venir, qui s'élabore peu à peu, et non d'un moi déjà donné ; elle est toujours mémoire pour...

Par la projection de l'avenir dans le passé, celui-ci est approprié, reconnu comme mien". (L'homme et le temps, p. 67).

Une telle conception de la mémoire collective a en outre l'avantage de coïncider avec une vision dynamique de l'identité (dynamique et non "substantialiste" : cf notre recherche "Identités givordines"). Nous ne sommes pas "donnés à nous même" et seule une vision d'avenir, un projet peut donner sens à ce que nous sommes et avons été.

Il sera donc, dans l'étude des pratiques patrimoniales en tant qu'elles peuvent être considérées comme "initiatives locales", analyser de manière fine non pas seulement qui a pris des initiatives, qui y participe, mais ce qui est repris (et de ce fait réinterprété) dans le passé : un patrimoine est constitué, - par sélection et rejet -, sa valorisation est fonction des valeurs que se donne un groupe en se donnant un à-venir. Et réciproquement : n'étant pas ces libertés absolues que pensait Sartre, mais des êtres-en-situation, c'est en fonction de cette situation, donc d'un présent et d'un passé (collectifs) que nous formons des projets.

Il ne faut pas s'étonner si, comme le prouvent des exemples abondamment cités, ce sont souvent les "déracinés" (gens du pays partis pendant plusieurs années, ou même gens de l'extérieur en quête d'un lieu ou "habiter" (cf infra) qui prennent les initiatives de sauvetage et de valorisation du patrimoine. Dans quelle mesure ils sont suivis par des gens restés au pays demeure chaque fois une question que le sociologue devra se poser.

Enfin notre hypothèse centrale nous permet, sinon de définir le patrimoine, du moins de nous orienter dans les définitions qui ont été données de celui-ci.

.../...

Il s'agit moins d'ailleurs de "donner" une définition que de dégager le sens des pratiques qui constituent et "valorisent" le patrimoine (la vision du monde et d'un pays créée par tel peintre, - un parler qui est une manière d'être au monde, - des "arts de vivre" : la saveur de tels mets ou d'une ancienne "race" de fruit...).

- 2) "On peut appeler territoire l'ensemble des lieux symboliques où s'investit la mémoire collective et où les groupes marquent leur identité".

Cette première définition a l'inconvénient de paraître présenter l'espace social comme une collection de lieux. Or l'espace social est structuré, et c'est cette structure qui est symbolique. Cf la symbolique religieuse : le bas et le haut, l'arbre reliant la terre au ciel... (M. Eliade). Cf notre étude sur l'espace et l'identité locale givordine : rapport de la ville au fleuve comme puissance sur-naturelle ambivalente (vie/mort) (1).

L'autre inconvénient de la notion de territoire est qu'elle paraît impliquer la fermeture (comme celle d'identité et ce n'est pas pour rien). Par un côté, elle renvoie en effet (2) à la domination politique, voire au contrôle policier. Mais par un autre, le territoire est "champ de significations" (2) : l'appropriation de l'espace, - on pourrait parler d'espace propre comme de corps propre, - est fonction d'une valorisation de cet espace. Valorisation par l'activité productive bien sûr, mais aussi par le discours, les rites, les signes et symboles qui marquent cet espace. Un groupe, par conséquent, n'a pas un territoire : il "l'habite".

- 3) "Le patrimoine devient un enjeu politique, ... objet de stratégies, ... d'autant plus que ce qui est en question n'est pas le passé mais l'avenir".
"Un groupe travaille son passé en vue de se donner un avenir. Cette opération est en quelque sorte captée par divers pouvoirs : d'où un jeu complexe entre ceux-ci et les initiatives locales".

Nous avons appris de Foucault qu'il n'y avait pas de sujet de pouvoir, que le pouvoir s'exerce et ne se détient pas. Dans une analyse célèbre, Weber nous a appris que la domination était un rapport social et qu'il n'existait pas de pouvoir qui ne soit reconnu comme légitime.

Il ne s'agit donc pas de substantialiser le pouvoir, de poser un "Etat" (= gouvernement, Ministre de la Culture...), un "pouvoir local" (Conseil Général, Maire...) face à des "acteurs locaux".

(2) cf Ph. Fritsch, "L'esprit du territoire" in Espaces et vie quotidienne, III, Ministère de l'Urbanisme, Juin 1983, multigr.

(1) Voir en particulier l'article publié dans Le Monde alpin et rhodanien, n° 3-4, 1984.

Il n'en demeure pas moins que dans cette "prise active de la société sur elle-même" (Cf. Gauchet) par laquelle on a défini le politique, se constituent des rapports de domination et tendent à s'autonomiser des pouvoirs séparés. Cependant nous ne sommes jamais mieux tenus que par ce à quoi nous tenons le plus (cf le thème de la littérature classique : les liens les plus forts sont les liens les plus doux...). Parler de territoire, c'est aussi parler esprit de clocher. Et l'exposition annuelle réalisée dans un village de l'Ardèche (cf. J.C. Mermet) était intitulée : "X...,cà nôtre". Enfin, un exemple contemporain montre assez à quelle exploitation politique peut donner lieu l'identité "ethnique".

Dans l'analyse des pratiques et institutions patrimoniales nous ne pourrions isoler politiques et "initiatives" autochtones : pas de seuil au delà duquel, à partir duquel commencerait l'action politique (ou "politicienne", au sens où ce terme désignerait la politique, la lutte pour le pouvoir), l'intervention du pouvoir. Dans le groupe lui-même et en deçà de la municipalité, il y a déjà des leaders, des dominants au sens de la dominance.

L'expression "captée par des pouvoirs" utilisée ci-dessus doit donc se prendre avec précaution. D'une part, les "pouvoirs" c'est aussi le politique ; d'autre part, "capter" c'est aussi canaliser, aider, assigner une direction stable... Dans notre recherche il faudra donc prêter grande attention à ce qu'il faudrait appeler non seulement la complexité des interactions entre acteurs, mais peut-être aussi - n'en déplaise à J. Cl. Passeron - les processus dialectiques à l'oeuvre dans les pratiques et politiques patrimoniales.

Quant au choix du département pour analyser un aspect des politiques culturelles, il se justifie pleinement : les derniers travaux coordonnés par le Département des Etudes du Ministère de la Culture (1) montrent que si les régions n'ont pas encore leur rôle culturel, les départements (de manière diverse) ont des politiques fortes, en relation avec les communes.

(1) Développement culturel, n° 77, Novembre 1988, "Le rôle culturel des départements et des régions".